

« s'adressant à ses vertus. Ce jour sera inscrit dans  
 « votre histoire au niveau des plus grandes jour-  
 « nées de votre grandeur nationale. car la gloire  
 « que vous y avez conquise n'appellera pas sur vous  
 « les malédictions des victimes ou les ressentiments  
 « des peuples, mais les bénédictions de la postérité.  
 « Vous avez arraché le drapeau de la Terreur des  
 « mains de la seconde République! Vous avez aboli  
 « l'échafaud! c'est assez pour deux jours! Allez  
 « rassurer vos femmes et vos enfants dans leurs  
 « demeures et dites-leur que vous avez bien mérité  
 « non-seulement de l'histoire mais du cœur humain  
 « et de Dieu. »

## VII.

La nuit venue Lamartine sortit seul et à pied, enveloppé de son manteau. évitant d'être reconnu il se rendit chez M. de Montalivet ami et confident du roi. Lamartine ne doutait pas que M. de Montalivet ne connût les desseins, la route, ou l'asile de la famille royale. il donna à l'ancien ministre l'assurance que le gouvernement craignait plus de saisir les fugitifs, qu'ils ne pouvaient redouter eux-mêmes d'être arrêtés. il lui confia les intentions protectrices de ses collègues; les sommes mises à sa disposition pour faciliter la sortie du territoire, et pour offrir le premier pain de l'exil à ceux qui avaient régné la veille sur la France. il le conjura de se livrer à sa

discretion et à la magnanimité du gouvernement, décidé à épargner au prix de sa popularité un crime, un remords, une honte à la République.

M. de Montalivet fut touché de cette loyauté et de cette grandeur d'âme d'un gouvernement qui interprétait si bien l'âme d'un grand peuple. il ne savait rien encore, si ce n'est la direction de la fuite du roi.

Ce prince en quittant Paris escorté jusque-là par un régiment de cuirassiers s'était arrêté quelques minutes à Saint-Cloud, persuadé que son abdication avait étouffé la révolution et que son petit-fils régnait déjà à sa place. il avait écrit à M. de Montalivet de lui faire parvenir à son château d'Eu. les papiers et les objets que la précipitation de son départ l'avaient empêché d'emporter des Tuileries. de là il avait continué sa route pour le château d'Eu, retraite qu'il avait préparée à sa vieillesse, asile qu'il avait destiné à sa veuve, tombe qu'il avait élevée à sa cendre et aux cendres des enfants qui l'avaient précédé dans la mort.

L'affection inquiète de M. de Montalivet n'avait pu lui en apprendre davantage sur le sort du Roi dont il était l'ami. il savait seulement que le roi après un court séjour à Eu en était reparti par des chemins détournés dans une voiture sans suite et sous un déguisement quelconque et qu'il errait ou sur les côtes ou sur les flots de la Manche. Il promit à

Lamartine de lui communiquer les renseignements qui lui parviendraient. Lamartine rentra, fit préparer une voiture de voyage, et pria les commissaires qu'il avait avertis de se tenir prêts à partir au premier signal pour aller faire aux exilés du trône le cortège de sûreté et de respect que le gouvernement leur destinait. Un des commissaires que Lamartine avait chargés de cette délicate et pieuse mission était le petit-fils de Lafayette. Lamartine pensait que dans le cas où le roi aurait été reconnu et arrêté à Rouen, au Havre ou dans quelque autre ville du littoral, le nom de Lafayette cher à la Révolution et gage de respect pour le roi lui-même, couvrirait la famille royale, et assurerait l'exécution des mesures d'inviolabilité des personnes et de décence prises pour son libre départ. Les deux autres commissaires désignés étaient M. de Champeaux et M. Dargaud, amis particuliers de Lamartine, hommes d'intelligence et de courage, tous les deux dévoués de cœur à leur mission, et initiés aux intentions de cette sauvegarde au malheur.

## VIII.

Le lendemain était le jour destiné par le gouvernement à la proclamation ou plutôt à l'acclamation de la République sur la place de la Bastille. C'était

pour le peuple un vain cérémonial. C'était pour le gouvernement une double mesure politique. il voulait d'abord constater par une solennité authentique la défaite des partisans du drapeau rouge et de la république violente. il voulait ensuite passer en revue la garde nationale de Paris et s'assurer des forces civiques que les bons citoyens pourraient au besoin lui prêter contre les factieux. c'était un problème que l'esprit moral de la garde nationale de Paris depuis l'écroulement du gouvernement, composée en immense majorité de la bourgeoisie. se sentirait-elle vaincue avec le trône? abandonnerait-elle le pavé aux seuls combattants armés des trois jours? ou se rallierait-elle à la République comme elle s'était ralliée à la Révolution pendant la lutte? et se confondrait-elle dans un même élan d'ordre et de liberté avec l'unanimité du peuple? Le gouvernement voulait le savoir, il voulait surtout le montrer, pour imposer aux agitateurs par la concorde et par la masse de la manifestation.

La proclamation et le défilé sous la colonne de Juillet avaient été fixés la veille pour deux heures après-midi. pendant que les différentes légions prenaient place sur les boulevards, que le peuple inondait la rue Saint-Antoine et les quartiers qui déversent leurs courants sur la Bastille, et que le cortège du gouvernement se formait sur la place, une nouvelle sédition, mais sédition d'idées plutôt que sédi-

tion de colère grondait sous les fenêtres et dans les salles de l'Hôtel de Ville.

Les terroristes, les communistes, les démagogues, vaincus l'avant-veille, semblaient avoir renoncé pour le moment à de nouveaux assauts. L'énergie des bons citoyens, la sagesse de la masse du peuple les avaient refoulés dans l'ombre et dans l'inaction, ils n'avaient gardé du drapeau répudié que des cocardes et des rubans rouges qu'ils affectaient de porter encore sur leur coiffure ou à leurs habits.

Mais il y a dans Paris une masse d'ouvriers, d'artistes, et d'artisans appartenant aux professions où la main est la plus rapprochée de l'intelligence, typographes, graveurs, mécaniciens, ébénistes, serruriers, charpentiers et autres formant ensemble une masse d'environ cinquante mille hommes. Ces artistes, artisans, ouvriers, sont en général nés ou domiciliés, établis, mariés à Paris. ils reçoivent des salaires considérables dans les moments où l'industrie se dispute leurs bras. Ils ont des loisirs. ils les emploient les uns à des débordements et à des débauches que le travail ne peut jamais assez combler; le plus grand nombre à des études professionnelles, à des lectures, à des cours scientifiques, philosophiques, religieux, qui aiguisent leur esprit aux controverses politiques ou sociales. couche inférieure, mais lettrée cependant sous cette grande

couche de l'intelligence et des lettres qui couvre le sol moral de la France.

Ces hommes sont l'élite du peuple qui travaille des mains. ils se confondent par l'instruction, les mœurs, le costume, avec les classes vivant des professions libérales. prolétaires à la racine, déjà bourgeoisie au sommet. Ils ont entre eux, profession par profession, des sociétés, des affiliations, des organisations de secours mutuels, des orateurs, des délégués, qui s'emparent de leur confiance, et qui discutent leurs intérêts avec les entrepreneurs. assez honnêtes pour détester le sang pour avoir horreur du pillage, répugnants du désordre, ils sont assez instruits pour être accessibles aux sophismes. pas assez profonds pour le confondre et pour le repousser.

C'est parmi ces hommes que les différentes écoles socialistes qui pullulaient depuis 1830, à Paris, à Lyon, à Rouen, en Allemagne, recrutaient leurs plus nombreux sectaires. Le problème jusqu'ici sans solution radicale, de l'inégalité des situations humaines, de l'extrême misère à côté de l'extrême richesse, les scandalisait comme il a scandalisé en vain tous les philosophes et tous les hommes religieux de tous les âges, ils se flattaient d'y trouver une solution, ceux-ci par l'imitation du système monacal avec Fourier. ceux-là par l'imitation du système brutal des castes de l'Inde avec Saint-

Simon. les uns par la communauté religieuse de la terre avec Pierre Leroux. les autres par la suppression du signe des richesses dans le numéraire avec Proudhon. le plus grand nombre révolté de l'impossibilité, de la violence, de la chimère de ces écoles, avaient cru trouver une transaction pratique dans le système moins déraisonnable au premier aspect et moins perturbateur en apparence de Louis Blanc.

Ce système appelé du nom élastique d'association, et applicable en effet avec avantage dans certaines limites, se définissait génériquement pour eux dans l'*organisation du travail*. Or l'organisation du travail ainsi comprise n'étant que l'asservissement du capital et la fixation souveraine et arbitraire du salaire par l'État, supprime la liberté dans le propriétaire, l'intérêt du travail dans le travailleur, et par conséquent supprime le capital, le salaire, et le travail d'un seul coup. C'est le *maximum* généralisé et portant sur la société industrielle et territoriale tout entière. c'est l'État, Dieu, et le travail, esclave. c'est la mort de toute relation libre des hommes entre eux sous prétexte de détruire les abus de la concurrence. Cette secte abolit purement et simplement la propriété des capitaux et leur liberté, c'est-à-dire qu'elle abolit indirectement la propriété comme toutes les autres écoles de cette nature, et avec la pro-

priété elle abolirait la société, la famille, l'homme.

Ce dernier système néanmoins exposé avec beaucoup de foi, beaucoup de mesure, et beaucoup d'éloquence par le jeune écrivain, avait non convaincu, mais ébloui un assez grand nombre de ces ouvriers. Louis Blanc était leur apôtre. ils croyaient en lui, sinon comme révélateur, du moins comme maître et comme guide dans la recherche du problème industriel. Les dernières conséquences ne les frappaient pas. Car Louis Blanc ne semblait pas se les avouer à lui-même. en détruisant il croyait simplement améliorer.

## IX.

Ces masses étaient travaillées depuis plusieurs jours par ces ombres d'idées. elles voyaient leur maître aux portes du pouvoir en qualité de secrétaire et bientôt de membre du gouvernement. elles étaient soufflées peut-être aussi par les ambitions qui se cachent derrière un nom populaire. elles voulaient profiter de la brèche ouverte à toutes les innovations par la révolution pour lancer leur système dans la République, et pour le confondre tellement dès le premier jour avec la République elle-même qu'on ne pût plus les séparer.

Elles affluaient en armes depuis le matin sur la place et dans l'Hôtel de Ville, elles envoyaient députations sur députations aux membres du gou-

vernement pour demander qu'on nommât Louis Blanc ministre du progrès, et pour que les mots d'organisation du travail fussent insérés sur l'heure dans le programme des promesses garanties au peuple. Louis Blanc conseillait hautement lui-même sa nomination à ce ministère vague et indéfini du progrès. il paraissait croire que cette satisfaction à son nom calmerait seule la multitude.

Tous les membres du gouvernement résistèrent avec énergie pendant cinq heures d'agitation aux sommations réitérées sous toutes les formes du socialisme industriel. Dupont de l'Eure, Arago, Goudchaux, Marie, haranguèrent sans ménagements tour à tour les délégués des ouvriers, sans pouvoir refréner leur insistance.

On leur démontrait en vain que la main de la République pesant sur le capital le ferait à l'instant évanouir ou enfouir. que tout travail et tout salaire disparaîtraient avec lui. que la liberté et la sécurité des transactions étaient l'essence même de toute industrie et de tout commerce. qu'ils demandaient le suicide des travailleurs. ils étouffaient toute objection sous leurs vociférations. On tentait mille formes de rédaction pour en trouver une qui les satisfît sans engager la République dans un sophisme inexécutable. On alla même jusqu'à écrire le mot d'organisation du travail, en définissant ce mot inoffensivement et pratiquement, et en lui donnant

le seul sens qu'il puisse avoir sous la main du législateur : celui de surveillance du travail, et d'assistance aux travailleurs. L'immense majorité du gouvernement se refusa à signer un mot à double interprétation. les ouvriers eux-mêmes n'en voulaient point à ce prix.

## X.

L'irritation redoutable en un tel moment s'accroissait. Une dernière députation remplissait les salles et frappait du poing ou du pommeau de ses armes la table du conseil. Lamartine debout, en face des délégués les plus animés, leur parla au nom de ses collègues avec la résolution d'hommes qui couvrent une société de leurs corps. « Citoyens leur dit-il, en montrant du geste la place où leurs camarades la mèche allumée, gardaient quatre pièces de canon aux portes, vous me mettriez à la bouche de ces pièces de canon, que vous ne me feriez pas signer ces deux mots associés ensemble : organisation du travail. »

Un murmure d'étonnement et de colère s'éleva dans les salles. La table séparait seule Lamartine et ses collègues des ouvriers les plus irrités.

« Laissez-moi parler raison à des hommes raisonnables, poursuivit Lamartine. Je vais vous dire pourquoi je ne signerai jamais ce décret, j'ai pour cela deux raisons, citoyens ! La première c'est que

« je ne me crois ni plus ni moins intelligent qu'au-  
 « cun autre homme de mon siècle et de mon pays, et  
 « que depuis vingt années de réflexions et d'études  
 « des conditions de la société industrielle, il m'a  
 « été impossible de comprendre ces deux mots  
 « réunis dont l'un exclut l'autre. Je ne signe pas  
 « ce que je ne comprends pas.

« La seconde, c'est que si nous vous promettions  
 « l'organisation du travail, nous vous promet-  
 « trions ce qu'aucune puissance humaine ne pourrait  
 « vous tenir. Je ne signe que les engagements que je  
 « puis tenir au peuple. »

Ces mots fermes et accompagnés de l'accent de conviction qui les inspirait, commencèrent à faire réfléchir les plus intelligents et les plus modérés des ouvriers. Lamartine profitant à propos de leurs dispositions adoucies, leur demanda de discuter librement et franchement avec eux, l'importante question qui couvait sous la République. Il le fit avec étendue, avec détails, avec évidence. Il démontra par l'absurdité des conséquences, la vanité et l'odieux du principe de la violation de la liberté des capitaux dans l'industrie. Il rendit palpable à ces hommes fanatisés par un mot, l'impraticabilité de leur système. Il ouvrit ce mot à leurs yeux, et il en fit sortir le néant, la fumée, la ruine de tous, dans l'oppression de quelques-uns.

« Vous le voyez, ajouta-t-il : en demandant l'arbi-

« traire de l'État sur le capital et sur le salaire,  
 « c'est l'anéantissement du capital c'est-à-dire de la  
 « source de tout travail qu'on vous fait rêver. C'est  
 « votre faim et votre soif, c'est la misère, et l'exté-  
 « nuation de vous, de vos femmes et de vos enfants  
 « que vous demandez! Nous aurons le courage de  
 « vous refuser ces fléaux que vous prenez pour des  
 « vérités et qui ne sont jusqu'ici que des mirages  
 « de l'illusion et de la misère! Non, nous ne serons  
 « pas complices du délire de cette fièvre qu'on  
 « allume ainsi dans la partie la plus intéressante  
 « parce qu'elle est la plus souffrante du peuple!  
 « Nous vous refuserons votre perte que vous voulez  
 « nous arracher.

« Mais entendez-vous par organisation du tra-  
 « vail, l'œil et la main de la république ouverts sur  
 « la condition des ouvriers, pour l'élever, l'éclair-  
 « rer, l'améliorer, la moraliser sans cesse? (Oui,  
 « oui, s'écrièrent ces hommes déjà revenus de leurs  
 « chimères). Entendez-vous des institutions d'en-  
 « seignement professionnel, de noviciat, de secours  
 « intellectuel et matériel aux ouvriers? d'éducation  
 « gratuite pour leurs enfants? de salubrité pour  
 « leurs travaux? d'assistance pour leurs infirmes et  
 « pour leurs vieillards? d'associations mutuelles  
 « favorisées par l'État, pour leur faire traverser  
 « les époques de chômage forcé et de crise comme  
 « celle où nous sommes? Entendez-vous une ré-